

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1957-1958.

SÉANCE DU 12 MARS 1958.

Rapport de la Commission des Classes moyennes chargée d'examiner le projet de loi contenant le Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1958.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1957-1958.

VERGADERING VAN 12 MAART 1958.

Verslag van de Commissie van Middenstand, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Middenstand voor het dienstjaar 1958.

Présents : MM. WIARD, président; BREYNE, BUTS, CAMBY, COUPLET, EDEBAU, GILSON, GOOSSENS, LEYSEN, MICHAUX, NEYBERGH, OBLIN, PAIRON, Maurice SERVAIS, SOLAU, VANDER BRUGGEN, VAN IN, VAN IMPE, VAN OUDENHOVE et GANSEMAN, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission des Classes Moyennes a consacré deux séances à l'examen du budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1958, dont le montant amendé à la Chambre, s'élève à cent trente-cinq millions trois cent soixante mille francs (135.360.000 francs).

Exposé du Ministre.

Monsieur le Ministre des Classes Moyennes fit tout d'abord un exposé sur la politique générale qu'il poursuit et dont nous donnons les principaux points qui furent évoqués.

Sa politique consiste à laisser aux travailleurs indépendants une liberté aussi totale que possible, les interventions de l'Etat devant être exceptionnelles.

Celles-ci se justifient en matière d'enseignement, de soutien et de protection.

Le Ministre caractérise ensuite ce qui a été fait par lui dans chacun de ces secteurs.

En matière de protection :

- Le registre de commerce;
- Le registre de l'artisanat;
- La suppression des économats;
- Les ventes à tempérament;
- Le projet d'accès à la profession.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De Commissie van Middenstand heeft aan het onderzoek van de begroting van het Ministerie van Middenstand voor het dienstjaar 1958 twee vergaderingen gewijd. Het in de Kamer geamendeerde ontwerp bedraagt 135.360.000 frank.

Uiteenzetting van de Minister.

De Minister van Middenstand gaf eerst een uiteenzetting over zijn algemeen beleid, waarvan de belangrijkste punten hieronder worden herhaald.

Zijn politiek komt er op neer, de zelfstandigen zoveel mogelijk vrijheid te laten zodat de Staatsbemoeiingen uitzondering blijven.

Deze bemoeiingen zijn verantwoord in zake onderwijs, steun en bescherming.

Hij beschrijft dan hetgeen door hem in elke sector tot stand is gebracht.

Inzake bescherming :

- Het handelsregister;
- Het ambachtsregister;
- De opheffing van de economaten;
- De verkoop op afbetaling;
- Het ontwerp van vestigingswet;

R. A 5469.

Voir :

Document du Sénat :

5-XV (Session de 1957-1958) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

R. A 5469.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-XV (Zitting 1957-1958) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

En matière de soutien :

La pension;
 Les crédits;
 Les ventes en soldes;
 Les ventes à primes (à l'étude devant la Commission de la Chambre);
 La politique de OPEM, au point de vue exportation;
 L'escompte de la facture (qui doit être voté à la Chambre);
 L'assistance technique (magasin-pilote, le guide des restaurants, annales des Classes Moyennes, le journal de l'Institut, publication « Pour un commerce de détail plus prospère... ».

En matière d'enseignement :

La formation professionnelle a déjà, en 1955, fait l'objet d'une première réorganisation.
 Un projet définitif sortira incessamment.

Le Ministre ajoute qu'il a développé les bibliothèques professionnelles, augmenté le nombre des conférences de perfectionnement et réorganisé le soutien au métier d'art.

Il fait connaître à la Commission que le Conseil Supérieur des Classes Moyennes a été reconstitué dans les délais voulus.

Parlant du Marché Commun et du Benelux, il signale que plusieurs réunions des Ministres et secrétaires d'Etat des Classes Moyennes des pays de Benelux ont eu lieu et que les Ministres et Secrétaires d'Etat des Classes Moyennes des pays du Marché Commun ont tenu à La Haye une première réunion. Au cours de celle-ci, il a été décidé de soumettre les problèmes à une commission d'experts.

L'Institut est chargé d'une étude sur le Marché Commun et ses conséquences au point de vue classes moyennes.

Le Ministre a décidé la création d'une commission composée d'universitaires et de représentants de différents groupements des classes moyennes pour étudier les problèmes et lui proposer des solutions d'adaptation des professions au Marché Commun.

Il a ensuite parlé de la participation de son Département à l'Exposition.

Au cours de celles-ci, on fêtera le dixième anniversaire de l'Institut belge.

Il y aura un congrès des Instituts internationaux; un concours international de formation professionnelle sera organisé ainsi qu'une exposition internationale des métiers d'art.

Les métiers d'art seront représentés dans un groupe spécial ainsi qu'à Bruxelles 1900.

Une section spéciale relative à la formation professionnelle dans les métiers et négoce, sera également présentée.

D'autres initiatives sont aussi à l'étude dont un concours de films artisanaux.

In zake steun :

Het pensioen;
 De kredieten;
 De verkopen in soldes;
 De verkopen met premies (in studie bij de Commissie van de Kamer);
 De politiek van de NDBU in zake uitvoer;
 De verdiscontering van de factuur (moet in de Kamer worden goedgekeurd);
 De technische hulp (testwinkel, de gids der restaurants, Annalen van de Middenstand, het blad van het Instituut, publicatie « Voor een voorspoediger detailhandel... ».

Inzake onderwijs :

De beroepsopleiding is reeds een eerste maal in 1955 gereorganiseerd.

Een definitief ontwerp wordt binnenkort ingediend.

De Minister verklaart dat hij de beroepsbibliotheken bevordert, het aantal vervolmakingsconferenties verhoogd en de hulp aan de kunstambachten gereorganiseerd heeft.

Hij deelt aan de Commissie mede dat de Hoge Raad voor de middenstand terechter tijd opnieuw is samengesteld.

In verband met de Gemeenschappelijke Markt en Benelux wijst hij erop dat de Minister en Staatssecretarissen van Middenstand uit de Benelux landen verscheidene malen bijeen zijn geweest en dat de Minister en de Staatssecretarissen uit de landen van de Gemeenschappelijke Markt een eerste vergadering gehouden hebben in Den Haag.

Het Instituut is belast met een studie over de Gemeenschappelijke Markt en de gevolgen ten aanzien van de middenstand.

De Minister heeft besloten tot de instelling van een commissie van universitaires en vertegenwoordigers van verschillende middenstandsgroeperingen om deze problemen te bestuderen en hem oplossingen voor te stellen met het oog op de aanpassing van de beroepen aan de Gemeenschappelijke Markt.

Vervolgens handelde hij over de deelneming van zijn departement aan de Wereldtentoonstelling.

Tijdens deze tentoonstelling zal het tienjarig bestaan van het Belgisch Instituut worden gevierd.

Gehouden zullen worden een congres van de Internationale Instituten, een internationale wedstrijd voor beroepsopleiding, een internationale tentoonstelling van kunstambachten.

De kunstambachten zullen in een speciale groep als ook in Brussel 1900 vertegenwoordigd zijn.

Een bijzondere afdeling betreffende de beroepsopleiding in ambachten en neringen zal eveneens worden voorgesteld.

Andere initiatieven zijn eveneens in studie, waaronder een wedstrijd voor films over ambachten.

Discussion.*Le Crédit aux Classes Moyennes.*

Un Membre regrette que des interventions politiques aient lieu dans ce domaine; il signale que bien qu'il ne s'agisse pas du Cabinet des Classes Moyennes, une intervention a eu lieu de la part d'un membre d'un autre cabinet ministériel, lors de l'examen d'un dossier.

Il souhaite que les parlementaires s'abstiennent de toute intervention quand il s'agit de crédit.

Le Ministre répond que chaque dossier est examiné par lui personnellement et que seul le rapport de l'inspecteur et l'avis du fonctionnaire compétent interviennent dans sa décision.

Un autre Membre demande que la constitution et l'examen des dossiers soient activés.

Le Ministre à ce sujet, signale que le dossier ne lui est présenté que quand il est complètement constitué, et que souvent l'organisme de crédit qui doit introduire la demande doit rappeler plusieurs fois certaines demandes de renseignements. Il en est de même pour ses services.

Un membre estime que l'accès au crédit est difficile en ce qui concerne les classes moyennes et en particulier en ce qui concerne les habitations moyennes.

Le Ministre répond en citant des chiffres que le crédit artisanal proprement dit fonctionne très bien mais que le problème des habitations moyennes, relève de par la loi, du Ministre des Finances.

Un membre demande ensuite sur quelle base est répartie la subvention de deux cent mille francs (200.000 francs) aux Sociétés de Caution Mutuelle.

Le Ministre répond que le crédit de deux cent mille francs (200.000 francs) est attribué aux sociétés agréées par la Caisse Nationale de Crédit professionnel sur base du nombre d'avalis accordés par chacune d'elles pendant l'année précédant l'exercice budgétaire. Cette répartition est fixée dans un projet d'arrêté royal qui a déjà été approuvé par le Comité du Budget et qui sera soumis sous peu à la signature royale.

Les Publications.

Un membre insiste pour que les publications effectuées par le Département, soient autant que possible, confiées à des imprimeurs et des éditeurs privés.

Le Ministre répond qu'il en est bien ainsi tant pour les annales des Classes Moyennes de Belgique que pour le guide des restaurants, qui ont été confiés à des éditeurs privés par voie d'adjudication.

Tant en ce qui concerne les annales qu'en ce qui concerne les guides, la brochure est payante et de ce fait, le Ministère n'en supporte pas les frais de diffusion, un certain nombre d'exemplaires seulement étant achetés par le Département.

Bespreking.*Het krediet aan de Middenstand.*

Een lid betreurt de politieke inmenging op dit gebied, hij signaleert dat hoewel het niet om het Cabinet van Middenstand gaat, bij het onderzoek van een dossier, een tussenkomst heeft plaats gehad van wege een lid van een ander ministerieel kabinet.

Hij spreekt de wens uit, dat parlamentsleden zich zullen onthouden van elke tussenkomst op het gebied van het krediet.

De Minister antwoordt : dat elk dossier door hem persoonlijk wordt onderzocht en dat alleen het verslag van de inspecteur en het advies van de bevoegde ambtenaar zijn beslissing leiden.

Een ander lid vraagt, dat de vorming en het onderzoek van de dossiers zouden worden bespoedigd.

De Minister wijst er in dit verband op, dat het dossier hem eerst wordt voorgelegd wanneer het volledig is samengesteld en dat de kredietinstelling die de aanvraag moet indienen, zich vaak verplicht ziet, sommige verzoeken om inlichtingen in herinnering te brengen. Hetzelfde verschijnsel doet zich voor in zijn diensten.

Een lid is van oordeel dat het krediet aan de middenstand meer bepaald voor middenstandswoningen moeilijk wordt verkregen.

De Minister antwoordt met een verwijzing naar cijfers dat het eigenlijk ambachtelijk krediet zeer goed werkt maar dat het vraagstuk van de middenstandswoningen krachtens de wet onder de Minister van Financiën ressorteert.

Een lid vraagt vervolgens, op welke grondslag de subsidie van 200.000 frank onder de onderlinge kredietverenigingen verdeeld wordt.

De Minister antwoordt, dat het krediet van 200.000 frank aan de door de Nationale Kas voor Beroepskrediet erkende maatschappijen wordt verleend naar rato van het aantal avaltekeningen die ieder van hen gedurende het jaar vóór het begrotingsjaar heeft toegestaan. Deze verdeling is vastgesteld in een ontwerp van koninklijk besluit dat door het Begrotingscomité reeds is goedgekeurd en binnenkort de koning ter goedkeuring zal worden voorgelegd.

Publicaties.

Een lid dringt erop aan, dat de publicaties van het Departement zoveel mogelijk door private drukkers en uitgevers worden verzorgd.

De Minister antwoordt dat dit het geval is zowel voor de Annalen van de Middenstand als voor de Gids der Restaurants die bij aanbesteding aan private drukkers zijn toegewezen.

Zowel wat de Annalen als wat de gidsen betreft moet voor de brochures worden betaald zodat het Ministerie niet de kosten ervan draagt, terwijl slechts een zeker aantal exemplaren ervan door het Departement worden aangekocht.

Subventions à caractère économique.

Un membre estime que le crédit de deux millions (2.000.000) prévu pour l'Office National pour la promotion des produits de petite et moyenne industrie, est nettement insuffisant, et qu'il faudrait considérablement l'augmenter.

Le ministre partage cet avis et signale que ce n'est que pour des raisons d'économie que cela n'a pas encore été fait mais que indiscutablement, vu l'utilité croissante de cet organisme, une expansion des moyens dont dispose cet organisme, s'imposera dans l'avenir.

En ce qui concerne le poste de cinq cent mille francs (500.000 francs) prévu pour les congrès et qui a d'ailleurs été porté par la Chambre à un million cinq cent mille francs (1.500.000 francs), un membre demande quels sont les critères au sujet de l'intervention financière de l'Etat.

Le Ministre déclare que le montant de la subvention doit être pris en fonction des avantages économiques, culturels et de prestige, qui doivent résulter de l'organisation des congrès.

Le montant est fixé sur base des critères suivants :

a) il y a lieu d'éviter que la demande de subvention ne dépasse les besoins réels. Le montant de cette demande ne peut, en aucun cas, provoquer un boni dans les comptes du congrès.

b) les dépenses résultant notamment de banquets, réceptions, frais de publication anormalement élevés, frais de secrétariat exagérés par rapport à l'ampleur du congrès, doivent être supportées intégralement par les participants ou par les organisateurs.

c) la subvention doit également être appréciée en fonction des recettes propres tels que les apports des organisateurs, cotisations, ventes, dons de particuliers, etc.

d) la subvention ne peut dépasser un montant raisonnable par jour et par participant.

Le Département des Classes Moyennes a été saisi jusqu'à présent de onze demandes de subsides pour des congrès internationaux qui se dérouleront en 1958.

En ce qui concerne les congrès nationaux qui se dérouleront en 1958, les critères adoptés pour l'octroi de subventions seront les mêmes que ceux qui ont été adoptés les années précédentes, à savoir : l'intérêt économique du congrès, l'importance relative du groupement organisateur, la fréquence de manifestations semblables et l'utilité de ce congrès pour la profession elle-même.

Pension des indépendants.

Un membre proteste contre les indiscretions qui ont été commises au Fonds de Solidarité et de Garantie.

Il affirme que des personnalités ont été complaisamment informées des décisions prises par le Fonds et ont pu ainsi avertir officieusement les bénéficiaires avant même qu'ils ne le fussent par l'administration.

Subsidies van economische aard.

Een lid is van oordeel, dat het krediet van 2.000.000 frank ten voordele van de Nationale Dienst ter Bevordering van de Uitvoer van de producten van de kleine en middelgrote nijverheid ontoereikend is en aanzienlijk verhoogd zal moeten worden.

De Minister is van hetzelfde gevoelen en verklaart lat redenen van besparing dit totnogtoe hebben verhinderd maar dat een verruiming van de ter beschikking van deze instelling staande middelen, gelet op de ontwikkeling ervan, in de toekomst ongetwijfeld noodzakelijk zal zijn.

Wat betreft de post van 500.000 frank, uitgetrokken voor congressen, welke post overigens bij amendement op 1.500.000 frank is gebracht, vraagt een lid welke criteria gelden inzake de Staatsbijdrage in de organisatie van congressen.

De Minister antwoordt dat het bedrag van de subsidie functie is van de economische, culturele en prestigevoordelen verbonden aan de organisatie van congressen.

Het bedrag wordt vastgesteld op grond van de volgende criteria :

a) Men moet vermijden, dat de vraag om subsidie hoger is dan de werkelijke behoeften. Het aangevraagde bedrag mag in geen geval leiden tot een boni in de rekeningen van het congres.

b) de uitgaven in verband met banketten, recepties, uitzonderlijk hoge kosten van publicaties, kosten van secretariaat, die overdreven zijn ten opzichte van de omvang van het congres, moeten in hun geheel door de deelnemers of de organisatoren worden gedragen.

c) De subsidie moet ook worden beoordeeld met inachtneming van eigen inkomsten als inbrengen vanwege de organisatoren, bijdragen, verkopen, schenkingen van particulieren, enz.

d) De subsidie mag niet hoger zijn dan een redelijk bedrag per dag en deelnemer.

Het Departement van Middenstand heeft tot nog toe reeds elf aanvragen om subsidies ontvangen vanwege internationale congressen die in 1958 zullen plaats hebben.

Wat de nationale congressen in 1958 betreft, de criteria voor het toestaan van subsidies zullen dezelfde zijn als die welke de vorige jaren zijn toegepast, namelijk : het economisch belang van het congres, de belangrijkheid van de organiserende groepering, de frequentie van zodanige manifestaties en het nut van dit congres voor het beroep zelf.

Pensioen der zelfstandigen.

Een lid protesteert tegen indiscreties die in het Solidariteits- en Waarborgfonds zijn begaan.

Hij beweert dat sommige personen in kennis werden gesteld van beslissingen van het Fonds en zodoende de gerechtigden hebben kunnen verwittigen alvorens deze hiervan vanwege de administratie bericht hadden gekregen.

Le Ministre a admis à la Chambre que deux indiscretions avaient été commises.

Le Commissaire déclare posséder la preuve que trois autres indiscretions ont eu lieu et est convaincu que dans d'autres régions du pays, des faits semblables se sont produits.

Le Ministre a déclaré à la Chambre que des sanctions graves seraient prises. Le Commissaire déclare que, d'après des renseignements obtenus, le fonctionnaire coupable aurait eu comme sanction une simple réprimande et il demande qu'il soit procédé à une enquête énergique et que de vraies sanctions soient prises.

Plusieurs membres parlent dans le même sens.

Le Ministre répond qu'après le second cas d'indiscrétion qui lui a été signalé, il a envoyé au Directeur général du Fonds une note prescrivant que des sanctions graves, pouvant aller jusqu'à la révocation, devraient être prises, si des faits semblables se reproduisaient. Le Ministre fait toutefois remarquer que les agents du Fonds relèvent du point de vue disciplinaire, du Conseil d'administration de cet organisme et du Directeur général et non pas de lui-même.

En ce qui concerne la liquidation des dossiers de pension, le Ministre a communiqué au rapporteur les chiffres demandés par des commissaires.

Le 21 février, 60.109 dossiers avaient reçu une solution définitive. Le vendredi 7 mars au soir, ce chiffre était porté à 63.601, soit en 9 1/2 jours, 3.492 décisions prises.

Il faut toutefois se souvenir qu'il entre au Fonds environ 3.000 demandes nouvelles par mois, émanant soit de personnes qui atteignent l'âge de la retraite, soit d'autres qui n'avaient pas jusqu'à présent fait valoir leurs droits.

Les dossiers sont transmis immédiatement à la Caisse Nationale de Retraite et de Survie, où les mandats sont enrôlés.

Le paiement des pensions subit quelque retard en raison du nombre important de décisions prises; le vote de la loi accordant la garantie de l'Etat aux emprunts du Fonds permettra une accélération des paiements.

Un commissaire rappelle que lors du vote de la loi du 30 juin 1956, le Gouvernement lui-même estimait que la loi ne donnait pas entière satisfaction et qu'il fallait mettre sa révision à l'étude.

Le Ministre répond qu'il faut à toute législation une période de rodage et qu'il serait prématuré d'en-tamer, dès-à-présent, une révision de la loi.

Les services du Fonds et ceux du département tiennent à jour un fichier des décisions prises par les commissions d'appel et des interprétations administratives données à certains articles de la loi. Ce travail permet de répertorier les difficultés qui se présentent et de leur donner une solution.

Un groupe de contact entre les caisses libres de pensions, le Fonds et le Département, se réunit tous les

De Minister heeft in de Kamer toegegeven dat twee indiscreties hebben plaats gehad.

Het lid van de commissie verklaart het bewijs te hebben dat andere indiscreties zijn begaan en is er van overtuigd dat soortgelijke feiten zich in andere streken van het land hebben voorgedaan.

In de Kamer heeft de Minister verklaard dat ernstige sancties zouden volgen. Het lid verklaart dat tegen de schuldige ambtenaar volgens de door hem verkregen inlichtingen slechts een gewone berisping is uitgesproken en hij vraagt dat een krachtig onderzoek zou worden aangevat en dat werkelijke sancties zouden worden getroffen.

Andere leden spreken in dezelfde zin.

De Minister antwoordt dat hij na de tweede indiscretie die hemesignaleerd is, aan de directeur-generaal een nota heeft gestuurd waarin hij ernstige straffen en desnoods ontslag eist, indien soortgelijke feiten zich mochten herhalen. De Minister merkt op, dat het personeel van het Fonds inzake tucht van de raad van beheer van deze instelling en van de directeur-generaal en niet van hem zelf afhangt.

In verband met de afwikkeling van de pensioendossiers heeft de Minister de door commissieleden gevraagde cijfers aan de verslaggever medegedeeld.

Op 24 Februari hadden 60.109 dossiers een definitieve oplossing gekregen. Op vrijdag 6 maart 's avonds, was dit cijfer 63.601, dit is in 9 1/2 dagen 3.492 beslissingen meer.

Men dient echter in het oog te houden dat elke maand ongeveer 3.000 nieuwe aanvragen bij het Fonds worden ingediend hetzij door personen die de pensioenleeftijd bereiken hetzij door andere die hun rechten nog niet hadden doen gelden.

De dossiers worden dadelijk doorgestuurd naar de Nationale Kas voor Rust- en Overlevingspensioenen waar de mandaten worden opgemaakt.

Het groot aantal beslissingen is oorzaak dat de uitbetaling van het pensioen met een zekere vertraging geschiedt maar de goedkeuring van de wet waarbij de Staatswaarborg aan de leningen van het Fonds wordt verbonden, zal de betalingen bespoedigen.

Een lid van de commissie brengt in herinnering dat de Regering zelf bij de goedkeuring van de wet van 30 Juni 1956 van oordeel was dat de wet geen voldoende voldoening gaf en dat de herziening er van in studie moest worden genomen.

De Minister antwoordt dat elke wetgeving een « proefperiode » moet doormaken en dat het voorbarig is thans de wet te doen herzien.

De diensten van het Fonds en van het Departement hebben een kaartsysteem waarin de beslissingen van de commissies van beroep en de administratieve interpretatie van sommige artikelen van de wet worden opgetekend. Zo wordt een overzicht verkregen van de moeilijkheden die zich voordoen verzameld, hetgeen hun oplossing vergemakkelijkt.

Iedere vrijdag brengt een contactcommissie vertegenwoordigers van de vrije pensioenkasen, het Fonds

vendredis et essaie de résoudre les difficultés d'application de la loi.

Un membre a demandé à connaître le nombre d'assujettis à la loi du 30 juin 1956, au 1^{er} janvier 1958 et le nombre de ceux qui à la même date ont payé leur cotisation de solidarité au Fonds. Le Ministre a déclaré qu'il pourrait donner ces renseignements lors du débat en séance publique.

Questions diverses.

Un Commissaire signale des irrégularités qui auraient été commises lors de la désignation des membres du Conseil Supérieur des Classes Moyennes, par une Chambre provinciale des Métiers et Négoces.

Le Ministre fait remarquer qu'il a annulé l'élection de ces délégués et que de nouvelles élections ont eu lieu.

Un Commissaire se réjouit du projet du Ministre de constituer une commission en vue d'examiner l'incidence de la Communauté Européenne économique sur les Classes Moyennes. Il regrette toutefois que dans les organismes prévus les Classes Moyennes ne soient pas représentées.

Le Ministre fait observer que les Classes Moyennes seront représentées à sa demande dans le Comité Economique et Sociale.

Plusieurs Commissaires regrettent que la suppression du cumul des revenus des époux ne soit pas réalisée.

Le Ministre rappelle les efforts qu'il a faits dans ce sens et espère que le Gouvernement aboutira à une solution.

Certains membres font état des difficultés que les Classes Moyennes rencontrent auprès des contrôleurs des contributions pour la détermination des frais d'entretien et des dépenses personnelles. Ils demandent au Ministre d'insister auprès de son collègue des Finances afin que ces instructions soient modifiées et que des règles uniformes pour tout le pays soient établies.

Le Ministre promet d'intervenir dans le sens demandé par les membres.

Un membre évoque le problème des allocations familiales des indépendants et insiste pour qu'une solution équitable intervienne à bref délai.

Le Ministre répond qu'une commission a été instituée par lui. Elle a déposé son rapport que le Département examine. Il déclare toutefois qu'il est nettement opposé à majorer les cotisations des indépendants comme le suggère la Commission.

Un commissaire voudrait connaître les projets du Ministre pour la lutte contre le travail noir. Le Ministre répond qu'un projet est en discussion à la Chambre. Un membre fait remarquer que ce projet n'a pas une portée générale et qu'il ne vise que les travaux de construction.

en het departement samen, waar getracht wordt de moeilijkheden inzake de toepassing van de wet op te lossen.

Een lid vraagt hoeveel personen op 1 Juli 1958 aan de wet van 30 Juni 1956 onderworpen zijn en op dezelfde datum hun solidariteitsbijdrage aan het Fonds hebben afgedragen. De Minister verklaart dat hij deze gegevens naar aanleiding van het debat in openbare vergadering zal verstrekken.

Diverse vraagstukken.

Een lid verklaart dat er in de provinciale kamer van Ambachten en Neringen onregelmatigheden zijn gebeurd bij de aanwijzing van de leden van de Hoge Raad voor de Middenstand.

De Minister merkt op, dat hij de verkiezing van deze afgevaardigden heeft vernietigd en dat nieuwe verkiezingen zullen plaats hebben.

Een lid van de Commissie verheugt zich over het voornemen van de Minister, een commissie tot stand te brengen die de terugslag van de Europese Gemeenschappelijke Markt op de middenstand zal onderzoeken. Hij betreurt echter dat de middenstand niet in de instellingen van de Euromarkt is vertegenwoordigd.

De Minister merkt op, dat de middenstand op zijn verzoek in de Sociaal-Economische Commissie zal zijn vertegenwoordigd.

Een aantal leden van de Commissie betreuren dat de opheffing van de cumulatie van de inkomsten van echtgenoten nog altijd niet doorgevoerd is.

De Minister brengt de door hem in dat verband geleverde inspanningen in herinnering en hoopt dat de Regering een oplossing zal kunnen doorvoeren.

Sommige leden wijzen op de moeilijkheden welke de middenstand bij de belastingcontroleurs ondervindt voor de vaststelling van de onderhoudskosten en de persoonlijke uitgaven. Zij vragen de Minister bij zijn collega van Financiën aan te dringen op een wijziging van de onderrichtingen en op het invoeren van eenvoudige regelen voor het hele land.

De Minister belooft in die zin te zullen bemiddelen.

Een lid vernoemt het probleem van de kinderbijslag voor zelfstandigen en dringt aan op een spoedige en billijke oplossing.

De Minister antwoordt dat hij een commissie heeft ingesteld, die haar verslag heeft ingediend, welk verslag thans door het departement wordt onderzocht. Hij verklaart echter zich te zullen verzetten tegen de verhoging van de bijdragen van de zelfstandigen zoals door de commissie is voorgesteld.

Een lid vroeg welke ontwerpen de Minister in uitzicht stelt om het sluikwerk tegen te gaan. De Minister antwoordt, dat een ontwerp in de Kamer behandeld wordt. Een lid merkt op, dat dit ontwerp geen algemene strekking heeft en alleen het bouwbedrijf betreft.

En ce qui concerne l'accès à la profession, un membre souhaiterait que le Ministre demande à la Commission de discuter le projet qui a été voté à la Chambre, celui-ci étant assez semblable au projet que le Ministre élabore.

Un membre demande comment ont été effectués les sondages par l'Institut d'Etude économique et sociales des Classes Moyennes. Il croit que les renseignements ainsi recueillis sont sans valeur scientifique et qu'ils ne peuvent être pris comme base de discussion. Il est d'avis qu'il aurait été préférable de ne pas publier ces chiffres qui peuvent donner une fausse idée de l'opinion des Classes Moyennes.

Le Ministre admet que l'Institut a dû procéder par sondages; une enquête auprès de tous les membres des Classes Moyennes était impossible.

Le projet de loi a été voté par 9 voix contre 8.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
E. GANSEMAN.

Le Président,
J. WIARD.

In verband met de vestigingsontwerpen vraagt een lid, dat de Minister de commissie zou verzoeken het in de Kamer goedgekeurde ontwerp te bespreken, daar dit ontwerp sterk gelijkt op het ontwerp dat door de Minister wordt uitgewerkt.

Een lid vraagt hoe de opiniepeilingen door het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand zijn verricht. Naar zijn oordeel hebben de verzamelde gegevens geen wetenschappelijke waarde en kunnen zij niet als basis voor discussie worden aanvaard. Naar hij meent, had men deze cijfers, die een vals beeld van de opinie van de Middenstand geven, beter niet gepubliceerd.

De Minister geeft toe, dat het Instituut genoeg heeft moeten nemen met peilingen, daar een algemene enquête bij alle middenstanders onmogelijk was.

Het amendement is aangenomen met 9 tegen 8 stemmen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
E. GANSEMAN.

De Voorzitter,
J. WIARD.